



## Perspectives chinoises

81 | janvier-fevrier 2004  
Varia

---

# Développement économique et transformation du capital humain

Emilie Tran

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1192>  
ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2004  
ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Emilie Tran, « Développement économique et transformation du capital humain », *Perspectives chinoises* [En ligne], 81 | janvier-fevrier 2004, mis en ligne le 01 mars 2007, consulté le 06 mai 2019.  
URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1192>

---

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# Développement économique et transformation du capital humain

Emilie Tran

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Cette chronique est placée en encart dans l'article papier de Xu Jilin *Quelles possibilités pour les intellectuels engagés ?*

- 1 Les 27 et 28 octobre 2003, le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) et l'Académie des sciences sociales de Shanghai (ASSS) organisaient conjointement un colloque intitulé « développement économique et transformation du capital humain »<sup>1</sup> dont nous publions deux contributions. De quelles compétences, la Chine a-t-elle aujourd'hui besoin ? Comment les individus, mais aussi le système de formation, s'adaptent-ils aux nouvelles exigences des entreprises et des administrations ? Voilà quelques-unes des questions qui étaient posées et auxquelles les participants ont tenté de répondre en croisant leurs regards sur la Chine, mais aussi sur la Russie, autre économie et société en transition, et sur la France ; une démarche fondée sur la conviction qu'il ne saurait y avoir de sciences sociales que comparatives.
- 2 Le point focal de cette conférence était un questionnement sur les élites, sujet hautement sensible dans un régime communiste néo-autoritaire ou néo-totalitaire. Si certains faits et gestes de la nouvelle équipe dirigeante inaugurent une nouvelle phase de la politique des réformes, davantage tournée vers les laissés-pour-compte de la prospérité, cela signifie-t-il pour autant l'amorce d'une nouvelle pratique du politique et de la politique, qui passe nécessairement par une réflexion — si ce n'est une remise en question — de ceux-là mêmes qui se trouvent au sommet de l'échelle sociale ? Les sessions s'organisaient autour de trois objets : les élites économiques, politiques et intellectuelles.
- 3 Dans son discours d'ouverture, Yin Jizuo<sup>2</sup> a rappelé le contexte et la teneur du changement vécu par les élites du pays. La Chine, en s'intégrant au système-monde par sa politique de réforme et d'ouverture, s'est mise à l'heure de la révolution scientifique et

technique, entraînant la nécessaire adaptation de la population active chinoise, c'est-à-dire sa professionnalisation. C'est notamment le cas des dirigeants d'entreprises dont le rôle a évolué pour répondre aux besoins de la transition. Shen Ronghua<sup>3</sup> a montré comment les dirigeants d'entreprises d'Etat, jusque-là des cadres administratifs supervisant la production, sont devenus de véritables chefs d'entreprise, choisis sur des critères d'expérience professionnelle et de compétences validées par des diplômes. Ce ne sont pas seulement les dirigeants d'entreprises qui doivent s'adapter au nouvel environnement économique, mais, dans une plus large mesure, l'ensemble des employés desquels on exige désormais des compétences spécifiques. Les entreprises d'Etat sont confrontées au défi de la reconversion de leurs salariés, dont Li Peilin et Zhang Yi<sup>4</sup>, s'appuyant sur une enquête effectuée dans la province du Liaoning, montraient qu'ils gagneraient à bénéficier d'un système efficace de formation professionnelle. Zhang Jiehai<sup>5</sup> donnait un exemple de reconversion réussie et d'ascension sociale : celui des travailleurs migrants devenus cols blancs et qui s'identifient ainsi à la classe moyenne urbaine.

- 4 Selon Lu Hanlong<sup>6</sup>, des transformations analogues ont lieu dans l'espace politique où les « rouges » cèdent leur place aux « experts ». Jean-Pierre Cabestan<sup>7</sup> le confirmait en étudiant une population précise, les délégués de l'Assemblée populaire nationale (APN), deuxième groupe dirigeant le plus important en Chine après les membres du comité central du Parti. Les membres de l'APN ont un niveau d'éducation croissant. Ils ont gagné en légitimité non pas grâce au mode d'élection, mais à leur participation dans des débats de plus en plus ouverts et à leur expertise croissante. Ce qui est vrai à l'échelle nationale l'est aussi, si ce n'est davantage, à l'échelle locale. Li Youmei<sup>8</sup> le mettait en évidence en analysant les dirigeants des communautés de quartiers et d'autres d'organisations urbaines, comme les comités de résidents ou les associations de copropriétaires ; ils sont davantage choisis pour leur niveau d'éducation et leur statut professionnel, que pour leur lien avec le Parti communiste. Si aux yeux de ces nouveaux acteurs sociaux, les compétences professionnelles ont plus d'utilité et donc de valeur, que l'affiliation au Parti, il en est de même pour les cadres dirigeants qui ont eux-mêmes relayé l'idéologie à un second plan quasi-symbolique. Comme le montrent nos propres travaux<sup>9</sup>, ces derniers consacrent l'essentiel de leur stage de formation au sein des écoles du Parti ou des instituts d'administration à s'instruire sur les enjeux du monde contemporain et de la Chine post-maoïste, ainsi qu'à se former à des questions plus spécifiques ou techniques, afin de mieux s'acquitter des nouvelles tâches que leur impose la politique de réforme et d'ouverture.
- 5 On ne pouvait pas aborder le problème de la formation des élites dirigeantes sans évoquer l'Ecole nationale d'administration (ENA) française dont s'est inspiré le gouvernement chinois dans la réforme de ses écoles d'administration et avec laquelle ces dernières entretiennent des liens institutionnels et pédagogiques – leurs meilleurs éléments séjournent en France. Jean-Pierre Worms<sup>10</sup> s'est attaché à souligner les dérives que « l'énarchie » a engendré, et notamment le monopole de fait des positions de pouvoir dans les sphères économique et politique par les diplômés de l'ENA. Ainsi, de la formation des cadres dirigeants, le questionnement s'est déplacé vers les liens problématiques entre le politique et l'économique, un des enjeux de la transition évoqué régulièrement par les médias à l'occasion des cas de corruption. Monique de Saint-Martin<sup>11</sup> a rappelé que de tels liens existent aussi en Russie où les anciens bureaucrates soviétiques sont devenus entrepreneurs, propriétaires ou actionnaires de grandes entreprises privées après la perestroïka. Néanmoins, selon Marie Mendras<sup>12</sup>, l'appareil administratif en Russie est

parvenu à s'ajuster au nouveau contexte et à consolider ses positions, aussi bien dans les sphères politique et économique que sociale ; en effet, à tous les échelons du territoire, des années de tourmente ont rendu plus fortes les administrations russes qui seraient aujourd'hui indifférentes aux pressions politiques.

- 6 Pour Zheng Yefu<sup>13</sup>, le remède contre le fléau que représente la corruption passe par un retour à l'héritage confucéen en plaçant l'éthique et l'enseignement de la morale au cœur de la mission pédagogique. Ma Hongxiang<sup>14</sup> s'est lui attaché à montrer les insuffisances criantes du système éducatif chinois, suite au manque d'investissements et à la faible volonté politique ; le constat est celui d'une réforme impérative. Enfin, la professionnalisation touche aussi les intellectuels – compris au sens de l'ensemble des diplômés – qui, selon Lu Xiaowen<sup>15</sup>, constituent une fraction essentielle des classes moyennes. Lu opérait en outre une nette distinction entre les intellectuels de profession, les universitaires et les chercheurs qui font fonction d'experts auprès des gouvernements, et les intellectuels critiques. Ces derniers, rappelait Xu Jilin<sup>16</sup>, après avoir été très actifs dans les années 1980, ont bien du mal dans la décennie 1990 à retrouver un rôle dans le débat public d'une société qui valorise davantage l'expertise à finalité pratique. Jean-Philippe Béja<sup>17</sup>, comparant la Chine et la France, allait plus loin en soutenant que les intellectuels critiques, ou contre-élites, sont voués à rester minoritaires et à voir leur rôle décroître. Enfin, Jacques Rupnik<sup>18</sup> a montré comment dans certains pays d'Europe de l'Est, la victoire des intellectuels (Vaclav Havel) avait aussi marqué le début de leur chute face aux avancées de la société de consommation. Outre la question de la conversion des capitaux politiques en capital économique durant la phase de transition, il a insisté sur l'importance d'une société civile dans la consolidation du processus de démocratisation.
- 7 Les débats animés et ouverts que l'ensemble de ces contributions ont suscités se sont structurés autour des notions d'efficacité et d'équité. Du point de vue du gestionnaire, l'objectif recherché est un fonctionnement optimal des entreprises, des administrations ou de l'appareil de formation. Du point de vue du citoyen, c'est l'accès à l'éducation, les conditions de la promotion ou de la pensée critique qui sont interrogés.

---

## NOTES DE FIN

1. Ce colloque qui s'est tenu à Shanghai n'aurait pu avoir lieu sans le soutien financier du Consulat général de France à Shanghai, du programme EGIDE du ministère français des Affaires étrangères, et des différents partenaires institutionnels de la municipalité de Shanghai ; qu'ils soient tous ici remerciés. Les actes feront l'objet d'une copublication en chinois qui paraîtra courant 2004.

2. Président de l'ASSS.

3. Institut des ressources humaines de Shanghai.

4. Institut de sociologie, Académie des sciences sociales de Chine, Pékin.

5. Institut de sociologie, ASSS.

6. Directeur de l'Institut de sociologie de l'ASSS.

7. Institut de droit comparé, Université de Paris-I.

8. Université de Shanghai.
9. Emilie Tran, « Du cadre dirigeant au haut fonctionnaire ? Enquête sur l'Ecole du Parti de Shanghai », *Perspectives chinoises*, n° 75, janvier-février 2003, pp. 29-42.
10. De l'association « France Initiative Réseau ».
11. Centre d'études des mouvements sociaux, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.
12. Centre d'études des relations internationales, Paris.
13. Département de sociologie, Université du peuple, Pékin.
14. Institut des sciences de l'éducation de Shanghai.
15. Institut de sociologie, ASSS.
16. Département d'histoire, Université normale de la Chine de l'Est, Shanghai.
17. Centre d'études des relations internationales, Paris.
18. Centre d'études des relations internationales, Paris.